



« Contester les technosciences : leurs raisons »)

Publié le 27 juillet 2011, par Eddy Fougier  



(Le contenu de cet article est présenté de manière plus développée dans une note publiée par Eddy Fougier pour la Fondapol sous ce titre : « Contester les technosciences : leurs raisons »)

Août 2010, une soixantaine de faucheurs volontaires déterrent 70 pieds de vigne transgénique dans l'unité de Colmar de l'Institut national de recherche agronomique (Inra), ruinant plusieurs années de travaux scientifiques.

Cette action spectaculaire tend à montrer que certaines nouvelles technologies suscitent au mieux des interrogations, au pire des inquiétudes et qu'elles peuvent faire l'objet d'une vive contestation. Celle-ci est principalement portée par des mouvements écologistes et altermondialistes, par un syndicat agricole (Confédération paysanne), mais aussi par des mouvements spécialisés dans des luttes ciblées (Inf'OGM, Robin des toits, etc.).

Ces organisations dénoncent les effets présumés nuisibles pour la santé, l'environnement, l'économie, voire les libertés publiques, de l'application de certaines technologies. Parmi les technologies incriminées figurent notamment les organismes génétiquement modifiés (OGM), les nanotechnologies et les ondes électromagnétiques de la téléphonie mobile.

À en croire leurs pourfendeurs, ces mouvements de contestation seraient anti-progrès, technophobes ou « précautionnistes ». À en croire leurs thuriféraires ou leurs « compagnons de route », ils tiendraient le rôle de « lanceurs d'alerte » vis-à-vis des risques technologiques, et de défenseurs d'une démocratisation de la science et des techniques.

Qu'en est-il au juste ?

Des campagnes d'opinion à l'action directe : des méthodes d'action variées

Face aux risques qu'ils dénoncent, les contestataires prônent l'application du principe de précaution sous la forme d'un moratoire portant sur la commercialisation (OGM), voire sur la recherche (nanotechnologies). Leurs actions visent à faire pression sur les « décideurs » (autorités publiques, entreprises, agences d'évaluation des risques, etc.) afin de les inciter à appliquer ce principe.

Cette pression peut s'exercer de plusieurs façons. Elle peut être indirecte, lorsque l'opinion publique est prise à témoin d'un scandale actuel ou potentiel. Mais le recours ultime de ces mouvements est l'action directe, qui consiste à appliquer de fait un principe de précaution au nom d'un état de nécessité sous la forme d'une action de désobéissance civile (actions de fauchage et d'arrachage de plantes génétiquement modifiées cultivées), voire de sabotage.

La dénonciation d'une science « dévoyée »

S'ils se distinguent par leur mode d'intervention, les opposants à ces évolutions scientifiques et techniques ont développé un système de pensée relativement structuré, aux confins de la science, de l'économie et du politique. La recherche scientifique serait, selon eux, soumise à un impératif de profit. Ainsi, les contestataires mettent généralement en cause l'utilité de ces technologies en estimant que les motivations de leur concepteur et promoteur sont avant tout commerciales, et qu'ils n'ont pas la capacité de maîtriser leurs effets.

Cette dénonciation des risques technologiques émergents s'inscrit dans une critique plus large du système de recherche et développement.

Les mouvements contestataires estiment, en effet, que la science « pure » n'existe plus. Celle-ci aurait été totalement dévoyée, corrompue et « marchandisée », et serait désormais au service de la compétitivité économique et de logiques sécuritaires.

Afin de dénoncer cette dérive, les associations utilisent le terme de « technoscience », qui évoque l'alliance pernicieuse, de leur point de vue, de la science, de la technique et de l'industrie ou du marché. Les entreprises sont à leurs yeux suspectes d'être obnubilées par une quête insatiable de profits et d'être prêtes à tout pour parvenir à leurs fins. Le cas emblématique de l'entreprise Monsanto est régulièrement donné en exemple pour étayer cette thèse.

Scientisme et progressisme, ennemis structurants des contestataires

Aux fondements idéologiques de la technoscience se trouveraient le scientisme, dérive de la science en idéologie ou en dogme, et la vision béate du progrès qu'il est censé incarner. Le scientisme serait de ce point de vue le pendant de ce que représente le « néolibéralisme » pour les altermondialistes.

Le « paradigme progressiste » dont la société serait victime renvoie à l'idée d'une foi absolue dans le progrès. Marie-Christine Zèlem, du CERTOP (Centre d'Étude et de Recherche Travail Organisation Pouvoir), la définit comme « une représentation, une vision du monde qui repose sur deux croyances principales : celle de la maîtrise de la nature et celle de l'émancipation de l'humanité par la technique ».

Dénoncer la politique du « fait accompli »

Les opposants aux technologies émergentes dénoncent également ce qu'ils appellent souvent une politique du « fait accompli ». Les applications technologiques seraient ainsi expérimentées (OGM), commercialisées (nanomatériaux) ou mises en œuvre (antennes-relais) avant qu'un processus d'évaluation indépendant ne soit mis en place et que leur innocuité soit pleinement prouvée.

Ils critiquent par conséquent l'insuffisance des processus d'évaluation, le manque d'indépendance des agences d'évaluation et plus généralement l'opacité des processus de décision dans le domaine technologique.

Les opposants aux OGM, estiment ainsi que les expertises et les instances d'évaluation des risques – ministères, laboratoires de recherche, Académie des sciences, commissions d'évaluation des OGM – sont influencés par ce qu'ils appellent communément le « lobby pro-OGM ». Ils réclament par conséquent des expertises indépendantes, des évaluations des effets à long terme des OGM sur l'environnement et la santé et, dans l'attente du résultat de ces études, l'application d'un « principe de précaution » sous la forme d'un moratoire pour toute mise sur le marché.

Démocratiser les choix scientifiques et techniques

Aux yeux de la plupart des opposants aux technosciences, il n'existe pas d'expertise ou de point de vue officiel qui puisse être neutre et objectif. Une défiance systématique pèse ainsi sur les « décideurs » dans le domaine des technologies. Les experts sont quant à eux soupçonnés de façon systématique de se trouver dans une situation de conflit d'intérêt.

En définitive, l'État et les organismes d'évaluation des risques sont accusés de ne plus défendre ou de ne plus être en mesure de pouvoir défendre l'intérêt général et la sécurité des citoyens face aux risques technologiques.

Les organisations en appellent donc à une démocratisation des choix scientifiques et techniques en considérant que les scientifiques « indépendants », la société civile et les citoyens informés ont autant de légitimité, si ce n'est plus, à se prononcer en la matière que les experts scientifiques. Ils tendent enfin à militer en faveur d'un « risque zéro » qui devrait être, selon eux, ce vers quoi toute politique publique devrait tendre, le principe de précaution étant perçu comme l'outil privilégié de cette politique.

Des mouvements utiles, mais en partie discrédités par leur posture de soupçon systématique

Nul ne peut ignorer la multiplication et la gravité des scandales sanitaires et environnementaux qui se sont produits en France depuis la fin des années 1970, les inquiétudes légitimes d'une partie de l'opinion publique qui en découlent, le rôle généralement positif d'alerte et de contre-pouvoir joué par certaines organisations de la société civile et sans aucun doute la nécessité de démocratiser davantage les choix scientifiques et techniques, notamment par le développement des conférences de citoyens ou des boutiques de science.

Néanmoins, on peut regretter que ces mouvements de contestation de la technoscience ne parviennent pas toujours à échapper à un certain nombre de travers en péchant souvent par généralisation, soupçon systématique vis-à-vis de toute autorité, manichéisme et catastrophisme.

Eddy FOUGIER

Mots-clés : *écologie, économie, imaginaire politique, sciences* Catégories : ***Paradoxa***



Le contenu de cet article est développé dans la note du même auteur,

Contester les technosciences : leurs réseaux, publiée par la Fondation pour l'innovation politique.

Les arrachages de plants d'OGM, comme les manifestations contre les antennes-relais ou les protestations face aux nanotechnologies participent d'un vaste mouvement de contestation de certaines évolutions technologiques. Derrière les causes défendues, il existe une grande diversité d'acteurs, provenant d'horizons, de cultures et de sensibilités politiques différentes. Cette mouvance « anti-technoscience » va de simples citoyens sans appartenance politique aux franges extrêmes de la gauche radicale. Sans préjuger de la légitimité des combats menés par cette mouvance, il peut être utile d'interroger les motivations des différents acteurs qui la composent. Quelles sont les origines historiques de ce mouvement, les idéologies auxquelles il se rattache et les réseaux sur lesquels il s'appuie ?

Une histoire en trois temps : anti-industriel, antinucléaire, anticapitaliste

Les mouvements anti-technologies s'inscrivent dans l'héritage de deux doctrines britanniques datant du XIX^{ème} siècle : le luddisme et le chartisme. Leur objectif était de libérer l'homme de l'asservissement que lui imposait l'outil industriel naissant, en utilisant notamment l'action directe. Ce courant anti-industriel a ensuite été enrichi par le mouvement anti-nucléaire et par la conversion d'une partie de la gauche marxiste à l'écologie.

A l'orée des années 1970, le nucléaire civil suscite des contestations. Cette période est marquée par la convergence des expériences anti-industrielles et antinucléaires. Les premières marches contre le nucléaire civil ont lieu en Angleterre et en France dès 1971. La même année, le mouvement Greenpeace, l'un des noyaux de la contestation antinucléaire est fondé.

Cette contestation, d'abord limitée au nucléaire et à la préservation des espèces protégées, se transforme au cours des années 1980. Ainsi, l'effondrement du bloc de l'Est oblitère la critique du communisme pour laisser place uniquement à la critique de la démocratie libérale. Dès lors, « l'ennemi commun » change de camp pour devenir le capitalisme. Une partie de la gauche marxisante se rallie dès lors à l'écologie et surtout à la critique de la société industrielle.

L'altermondialisme, dernière matrice de la contestation des technologies émergentes

L'altermondialisme, formé à la suite de la chute du mur de Berlin, a constitué une autre matrice du réseau disparate mais structuré des « anti ». Ce solide courant se trouve à la confluence de deux réseaux militants historiques : les « chrétiens progressistes » d'un côté, et les tiers-mondistes de l'autre. L'Association pour la taxation des transactions financières pour l'aide au citoyen (ATTAC) est l'un des fruits de cette convergence.

Les motivations des opposants à la « technoscience »

Héritier de cette histoire complexe, le mouvement de contestation des technologies émergentes se compose d'acteurs aux motivations diverses. Une partie de ces militants est formé de citoyens qui, au nom du principe de précaution, s'alarment des dérives possibles de la technologie et de ses impacts sanitaires et environnementaux. Les autres membres du mouvement inscrivent leur action dans diverses traditions idéologiques.

Ainsi, les écologistes mettent avant tout en avant les principes de protection de la nature et de l'environnement. Une famille de tradition libertaire et anti-industrielle, voit, quant à elle, dans les transformations technologiques les ombres du totalitarisme – la science moderne pourrait tout contrôler ! – une modification et une rupture fondamentales dans l'équilibre entre l'homme et l'économie, au profit de cette dernière. Un dernier courant est composé de post-léninistes. Après avoir longtemps défendu un modèle industrialiste, ces militants ont changé de discours, se convertissant à l'écologie, qu'ils doublent de la critique du système économique libéral.

Une architecture en réseaux

Le mouvement de contestation repose sur un fonctionnement en réseaux, qui agissent de manière coordonnée dans une même direction, sans que toutefois cela entraîne forcément une hiérarchisation entre eux. Les réseaux se complètent et, comme ils sont sur le déclin, s'entraident.

Ainsi, au sein du courant altermondialiste, l'Association pour la taxation des transactions financières pour l'aide aux citoyens (ATTAC) n'apparaît pas, de prime abord, comme un des acteurs centraux dans l'action contre les nouvelles technologies. Cependant, toute une partie de son programme repose sur la mise en équation de la justice sociale avec les menaces liées aux nouvelles technologies ; elle épaulé, qui plus est, chacune des actions de cette mouvance.

L'inquiétude face à la technique, véhicule d'un néo-marxisme en quête de combat ?

Un deuxième réseau est la mouvance marxisante. Depuis deux décennies, cette dernière a perdu de sa superbe et de son fonctionnement centralisateur. En revanche, elle a maintenu son audience dans les sphères universitaires et médiatiques en instrumentalisant la contestation citoyenne. Dans un souci de pragmatisme, les militants, qu'ils soient communistes ou trotskistes, s'adaptent aux contestations de la société et en reprennent les slogans et les modalités d'action. Dans cette perspective, elles épousent et soutiennent certaines associations de lutte contre les nouvelles technologies, principalement celles qui touchent à l'environnement et à l'agriculture.

La Fondation Copernic, alors dirigée par le sociologue trotskiste Willy Pelletier, membre du bureau politique de la LCR, a ainsi proposé de « marier le rouge et le vert ». Le PCF et le Front de gauche ont suivi le même chemin, en se convertissant tous les deux à l'écologie en raison du caractère attractif de la cause. Dans ces derniers cas, l'association entre défense de la terre et lutte contre les essais génétiques s'effectue sur la base d'une dénonciation du capitalisme.

Agriculture militante

La Confédération paysanne, et plus marginalement, le Mouvement de défense des exploitants familiaux (MODEF), constitue le troisième point d'appui de ces réseaux militants. Implantés dans le monde rural, ces organisations trouvent néanmoins des relais dans les structures des centrales syndicales de salariés comme au sein de l'Union syndicale solidaire – Syndicat unitaire démocratique (USS-SUD) ou de la Confédération générale du travail (CGT) ; ceux-ci répercutent les préoccupations des paysans et, de fait, servent de lieux de réception et de diffusion de la contestation dans certains milieux. Nombres d'actions de la Confédération Paysanne contre les OGM sont d'ailleurs soutenues par ces organisations.

Ainsi, depuis la chute du mur de Berlin, une redéfinition des formes d'opposition aux transformations de la société industrielle s'est opérée. Auparavant, les composantes évoquées plus haut s'opposaient de manière séparée à ces transformations. Aujourd'hui, en raison du déclin des idéologies et de la montée en puissance des inquiétudes citoyennes, ces mouvements travaillent d'avantage en collaboration, les uns affichant uniquement des objectifs citoyens, alors que pour les autres il s'agit de l'utilisation de ces inquiétudes au profit de la construction d'un projet global de société.

Sylvain Boulouque est historien, spécialiste du communisme et de l'anarchisme et enseignant dans le secondaire.

*Mots-clés : **écologie, économie, imaginaire politique, libéralisme, radicalisme politique** Catégories : **Paradoxa***

Commentaires

- Je suis un scientifique (maths + informatique théorique : sémantique). Je ne suis pas un opposant aux technosciences. Pourtant, concernant les OGM, j'estime effectivement que toutes les précautions ne sont pas prises et principalement pour des raisons financières. Sur les OGM, le comportement de l'UE est même particulièrement scandaleux et si les gens savaient tout, il y a longtemps qu'ils seraient descendus dans la rue. L'article n'est pas objectif sur les technosciences et la fin de l'article est particulièrement partisan en leur faveur. Les risques ne sont absolument pas mentionnés, pas seulement pour les OGM mais aussi pour les nanotechnologies et en particulier les nanotubes de carbone.*

Rédigé par : wykaaa - le 28 juillet 2011

- Si je pouvais retourner 500 ans en arrière et dire aux hommes qu'un jour nous marcherons sur la lune il est certain que je passerais pour un illuminé. Si je pouvais aller 500 ans en avant et leur parler de notre technologie actuelle il y a de fortes chances que l'on me prenne pour un homme des cavernes. Si on compare notre mode de vie à celui des hommes il y a mille ans il m'apparaît fort logique de dire que nous avons une meilleure qualité de vie grâce à la technologie et à l'avancement des sciences. Donc il semble que l'avancement de la technologie et des sciences contribue à l'amélioration de la race humaine malgré tous les côtés sombres que la technologie semble avoir. Bref nous sommes condamnés à être des pionniers quelque soit l'époque car la technologie va continuellement en s'améliorant et il nous*

faut développer un savoir qui sera utile dans 5000 ans tous comme les grecs et les romains nous ont transmis un savoir que nous utilisons encore aujourd'hui.

Rédigé par : PIerrot - le 29 juillet 2011

- Cet article fait l'amalgame malhonnête de la technologie et de la science.
Il fait l'amalgame entre l'usage et la connaissance.
Une fois de plus les anti OGM ne sont pas anti science ni technologies. Ils sont contre la dictature des trans-nationales aidée par les gouvernements asservis.
Ne pas comprendre que les anit-OGM ont compris qu'ils vivent en dictature est une preuve de ... ou de malhonnêteté.

L'obscurantisme est de ne pas voir cela.

L'histoire jugera.

Rédigé par : archeopteryx - le 01 août 2011